REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE 2026, VOL. 11, N°1

https://doi.org/10.18559/RIELF.2026.1.2842

Effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans l' UEMOA

Effect of financial decentralisation on the budget deficit in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)

Arnaud G. M. DEDEHOUANOU

Université de Parakou[1], Bénin
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
gbenoukpo1@yahoo.fr
https://orcid.org/0009-0006-6090-1953

Abstract

Purpose: The objective of this paper is to examine the effect of fiscal decentralisation on the budget deficit in WAEMU countries.

Design/methodology/approach: The methodological approach adopted is based on an integration and cointegration analysis using panel data, enabling the examination of long-term relationships between fiscal decentralisation and budget deficits. Estimates were made using fully modified ordinary least squares (FMOLS) and dynamic ordinary least squares (DOLS) methods. These techniques are particularly well suited to cointegrated panels, as they correct for problems of endogeneity, autocorrelation, and heteroscedasticity that can affect classical least squares estimators. The study covers a sample of eight WAEMU countries over the period 2003–2022, allowing both national specificities and regional trends to be taken into account in the analysis of the effects of decentralisation on the budget deficit.

Findings: The results indicate that fiscal decentralisation of revenues has a positive effect on the budget deficit in all the countries studied, while decentralisation of expenditures contributes to reducing it. Furthermore, the interaction between fiscal decentralisation and certain institutional factors, such as corruption and political stability, tends to increase the budget deficit in the region. However, this effect is mitigated in the presence of local elections, suggesting that the electoral context moderates the impact of decentralisation on fiscal discipline.

[1] 02 BP 1364, Porto Novo, Bénin.

Originality/value: This study stands out for its analysis of the role of political institutions and governance in the impact of fiscal decentralisation on the budget deficit. It fills a gap in the empirical literature on WAEMU countries, where the effects of local authorities on fiscal discipline have been little studied. Adopting the methodological approach of Neyapti (2010), the research assesses how fiscal decentralisation can promote rigorous public finance management and contribute to deficit reduction, thus offering an original and empirical contribution to the understanding of local governance and fiscal stability.

Keywords: financial decentralisation, budget deficit, local governments, WAEMU, panel data.

Résumé

Objectif : L'objectif de cette recherche est d'analyser l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA.

Conception/méthodologie/approche : L'approche méthodologique adoptée repose sur une analyse d'intégration et de cointégration en données de panel, permettant d'examiner les relations de long terme entre décentralisation financière et déficit budgétaire. Les estimations ont été réalisées à l'aide des méthodes des moindres carrés entièrement modifiés (FMOLS) et des doubles moindres carrés ordinaires (DOLS). Ces techniques sont particulièrement adaptées aux panels cointégrés, car elles corrigent les problèmes d'endogénéité, d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité qui peuvent affecter les estimateurs des moindres carrés classiques. L'étude couvre un échantillon de huit pays de l'UEMOA sur la période 2003–2022, ce qui permet de tenir compte à la fois des spécificités nationales et des tendances régionales dans l'analyse des effets de la décentralisation sur le déficit budgétaire.

Résultats : Les résultats indiquent que la décentralisation financière des recettes augmente le déficit budgétaire dans l'ensemble des pays étudiés, tandis que la décentralisation des dépenses contribue à le réduire. En outre, l'interaction entre la décentralisation financière et certains facteurs institutionnels, tels que la corruption et la stabilité politique, tend à accroître le déficit budgétaire dans la région. Cependant, cet effet est atténué en présence d'élections locales, suggérant que le contexte électoral modère l'effet de la décentralisation sur la discipline budgétaire.

Originalité/valeur : Cette étude se distingue par l'analyse du rôle des institutions politiques et de la gouvernance dans l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire. Elle comble une lacune dans la littérature empirique sur les pays de l'UEMOA, où les effets des Collectivités Locales sur la discipline budgétaire ont été peu étudiés. En adoptant l'approche méthodologique de Neyapti (2010), la recherche évalue comment la décentralisation financière peut favoriser une gestion rigoureuse des finances publiques et contribuer à la réduction des déficits, offrant ainsi une contribution originale et empirique à la compréhension de la gouvernance locale et de la stabilité budgétaire.

Mots-clés : décentralisation financière, déficit budgétaire, collectivités locales, UEMOA, données de panel.

JEL classification : C23, H62, H72, H77.

Introduction

La mise en pratique de la décentralisation dépend du contexte de chaque milieu. Le niveau de démocratisation et de développement, l'étendue du territoire, la capacité des institutions, le degré de fragmentation de la population (Faguet, 2004 ; Neyapti, 2010). Ces caractéristiques institutionnelles et socioéconomiques peuvent conditionner les effets de la décentralisation financière sur la gestion des finances publiques.

L'approche économique de la nouvelle théorie institutionnelle postule que les institutions exercent une influence déterminante sur le déficit budgétaire (Acemoglu et al., 2025 ; North, 1990). Selon ces derniers, les institutions efficaces réduisent l'incertitude et les coûts de transaction supportés par les agents économiques. Ces auteurs considèrent les institutions comme des mécanismes de régulation du marché visant à réduire les coûts de transaction. Elles jouent un rôle central dans les finances publiques et la détermination du déficit budgétaire.

Par ailleurs, la théorie du fédéralisme budgétaire, développée par Oates (1972) et Musgrave (1959), détermine le niveau d'autorité approprié pour les fonctions d'allocation, de stabilisation et de redistribution. Selon Wagner (1883), le développement économique s'accompagne d'une expansion des activités de l'État et d'une augmentation des dépenses publiques.

Toutefois, les effets de la décentralisation financière sur le solde budgétaire dépendent de la mobilisation des ressources, de la maîtrise des dépenses et de la qualité des institutions.

Il convient de reconnaître que les pays disposent de capacités différentes en matière de mobilisation des recettes fiscales, ce qui doit être pris en compte dans les comparaisons internationales. La décentralisation peut toutefois améliorer ou affaiblir cette mobilisation. En effet, les élus locaux peuvent réduire l'effort fiscal pour favoriser leur réélection, tout en augmentant les dépenses d'investissement visibles dans leurs circonscriptions. Ainsi, la décentralisation financière, associée aux élections locales, peut contribuer à l'aggravation du déficit budgétaire.

Ainsi, la décentralisation financière peut améliorer la gestion publique, mais aussi accroître les déséquilibres budgétaires lorsque les mécanismes de contrôle, de mobilisation des recettes et de discipline financière sont insuffisants.

Alors que plusieurs pays de l'UEMOA peinent à maîtriser leur déficit budgétaire, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal enregistrent des progrès en matière de gestion des finances publiques et de dynamisme économique. Ces avancées renforcent leur résilience, leur marge de manœuvre budgétaire et leur crédibilité régionale et internationale.

Le déficit budgétaire moyen en pourcentage (%) du PIB de l'UEMOA s'est établi à 2,511 au cours de la période 2003–2022. Ce taux traduit une augmentation du déficit budgétaire de l'Union (BCEAO, 2022).

La persistance des déficits budgétaires dans plusieurs États de l'UEMOA soulève dès lors des interrogations quant aux facteurs institutionnels et structurels susceptibles d'influencer leurs trajectoires budgétaires. Dans cette perspective, la décentralisation financière constitue un facteur important à considérer, en raison de son rôle dans la répartition des ressources, des compétences et des responsabilités entre les différents niveaux de gouvernement.

Au regard de ce qui précède, il convient de vérifier si la décentralisation financière réduit le déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA ? Cette problématique conduit à formuler l'hypothèse selon laquelle la décentralisation financière contribue à réduire le déficit budgétaire. L'analyse des termes d'interaction permettra d'identifier les conditions dans lesquelles cet effet se manifeste.

Toutefois, la littérature sur les déterminants du déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA accorde peu d'attention au rôle des collectivités locales (CL). Les travaux existants privilégient les facteurs macroéconomiques, institutionnels et politiques, au détriment de l'effet de la répartition des compétences et des ressources entre les niveaux de gouvernement sur le solde budgétaire.

Sur le plan théorique, cette étude s'intéresse au rôle des institutions dans la gestion des ressources publiques. Selon North (1990), la qualité des institutions influence les incitations et les performances économiques. Dans cette perspective, la décentralisation peut améliorer l'efficacité de l'action publique en rapprochant la décision des besoins locaux (Oates, 1972).

Toutefois, ses effets sur les finances publiques dépendent des mécanismes de financement et des capacités institutionnelles des collectivités (Oates, 1999). Cette étude contribue ainsi à la littérature sur le lien entre décentralisation financière et déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA, caractérisés par des disparités économiques et institutionnelles.

Cette étude s'inscrit dans la continuité des travaux de Neyapti (2010) sur l'influence des facteurs institutionnels et structurels dans la relation entre décentralisation financière et déficit budgétaire. Elle vise à analyser le rôle de la décentralisation financière dans la dynamique du déficit budgétaire des pays de l'UEMOA, en accordant une attention particulière aux CL. Dans ce contexte, la relation entre décentralisation financière et déficit budgétaire demeure encore insuffisamment documentée dans l'espace communautaire, au regard des différences institutionnelles et structurelles entre les États membres.

Le reste de l'article est structuré en quatre sections. La première présente un contexte spécifique relatif à l'hétérogénéité de la décentralisation financière

et ses implications sur le déficit budgétaire dans l'UEMOA. La deuxième est consacrée à la revue de la littérature. La troisième présente l'approche méthodologique utilisée. La quatrième expose les résultats et leur analyse, avant de conclure par quelques implications de politique économique.

1. Contexte : hétérogénéité de la décentralisation financière et implications sur le déficit budgétaire dans l'UEMOA

Le tableau 1 met en évidence une hétérogénéité de la dépendance des CL aux transferts de l'État dans l'UEMOA. Leur part dans les recettes varie de 5,66% au Niger à près de 49% au Bénin et au Burkina Faso, contre 34,72% au Togo, 31,59% en Côte d'Ivoire et 28,27% au Sénégal. Ces écarts reflètent des niveaux différents d'autonomie financière et peuvent influencer la gestion des finances publiques. Une forte dépendance aux transferts peut ainsi accroître la pression sur le budget et aggraver le déficit lorsque les recettes disponibles sont insuffisantes.

Tableau 1. Volumes et pourcentages des transferts de l'État dans les recettes globales des Collectivités Locales de l'UEMOA de 2003 à 2022[2]

Pays	Recettes Globales en millions (moyenne 2003–2022) de FCFA	Transferts de l'État aux CL (moyenne : 2003–2022) en millions de FCFA	% Transferts de l'État aux CL sur les Recettes Globales
Bénin	68 627	33 492	48,80
Burkina Faso	134 730	65 623	48,71
Côte d'Ivoire	203 819	64 385	31,59
Mali	222 766	255 455	114,67
Niger	31 823	1 802	5,66
Sénégal	198 026	55 987	28,27
Togo	17 941	6 230	34,72
Total	879 744	484 986	55,13

Source : UEMOA/CONAFIL et Ministères de la Décentralisation et calculs de l'auteur.

[2] Les données de 2022 ne sont pas encore disponibles au niveau de l'UEMOA. C'est des données de la CONAFIL et des Ministères en Charge de la Décentralisation de chaque pays.

À l'inverse, une meilleure mobilisation des recettes propres peut réduire la pression sur les finances publiques. L'hétérogénéité des transferts constitue ainsi un facteur institutionnel pertinent dans l'analyse du déficit budgétaire dans l'UEMOA.

Tableau 2. Part des recettes propres dans les recettes globales des Collectivités Locales de l'espace UEMOA de 2003 à 2022

Pays	Recettes globales en millions (moyenne 2003–2022) de FCFA	Recettes propres : fiscales + exploitations en millions (moyenne 2003–2022) de FCFA	% recettes propres/ recettes globales
Bénin	68 627	32 387	47,19
Burkina Faso	134 730	42 240	31,35
Côte d'Ivoire	203 819	136 142	66,80
Guinée Bissau	1 386	1 287	92,91
Mali	222 766	64 685	29,04
Niger	31 823	17 864	56,13
Sénégal	198 026	93 309	47,12
Togo	17 941	14 376	80,13
Total	879 117	346 505	39,42

Source : UEMOA /CONAFiL et Ministères de la Décentralisation et calculs de l'auteur.

Le tableau 2 révèle également une hétérogénéité de l'autonomie financière des CL dans l'UEMOA. La part des recettes propres varie de 29,04% au Mali à 92,91% en Guinée-Bissau, pour une moyenne de 39,42%. Ces écarts traduisent des capacités différentes de mobilisation des ressources et une dépendance variable aux transferts de l'État. Une faible mobilisation des recettes propres peut accroître la pression sur les finances publiques, tandis qu'une mobilisation plus importante peut réduire cette dépendance. Ces différences constituent ainsi un facteur important dans l'analyse du lien entre décentralisation financière et déficit budgétaire.

2. Revue de littérature théorique et empirique

La revue de littérature présente les fondements théoriques et les résultats empiriques sur le lien entre décentralisation financière, qualité institutionnelle et discipline budgétaire, ainsi que leurs effets sur le déficit budgétaire.

2.1. Décentralisation financière, qualité institutionnelle et discipline budgétaire : fondements théoriques et mécanismes d'influence

La relation entre décentralisation financière et discipline budgétaire s'inscrit au cœur des analyses de la nouvelle économie institutionnelle et du fédéralisme budgétaire. Dans cette perspective, Neyapti (2010), dans son étude *Fiscal decentralization and deficits : International evidence*, propose un cadre analytique mettant en évidence le rôle conditionnel des institutions dans l'effet de la décentralisation financière sur les déficits budgétaires. Selon cette approche, la décentralisation financière peut contribuer à une gestion plus rigoureuse des finances publiques lorsque les gouvernements locaux sont dotés d'une autonomie réelle et soumis à des mécanismes efficaces de responsabilité et de redevabilité.

L'argument central repose sur la proximité accrue entre les autorités locales et les citoyens, qui favoriserait une meilleure adéquation entre les décisions budgétaires et les préférences des contribuables. Cette proximité renforcerait la surveillance des décideurs publics et limiterait les comportements opportunistes, contribuant ainsi à une discipline budgétaire accrue. Toutefois, Neyapti (2010) souligne que cet effet vertueux de la décentralisation n'est ni automatique ni universel, mais dépend étroitement de la qualité du cadre institutionnel.

Dans les pays caractérisés par des institutions solides (transparence, état de droit et efficacité administrative), la décentralisation financière tend à réduire les déficits budgétaires en améliorant la responsabilité des gouvernements locaux (North, 1990). À l'inverse, dans les contextes institutionnels fragiles, la décentralisation peut engendrer des déséquilibres budgétaires persistants, en raison d'une faible capacité de mobilisation des ressources propres, d'une gouvernance déficiente et d'un recours excessif aux transferts ou à l'endettement.

Par ailleurs, cette analyse s'inscrit dans le débat plus large sur l'orthodoxie budgétaire. Si la théorie traditionnelle préconise l'équilibre budgétaire comme norme de gestion des finances publiques, plusieurs contributions soulignent qu'un ajustement budgétaire trop rapide peut générer des coûts économiques et sociaux significatifs. Dans ce contexte, la décentralisation financière, lorsqu'elle est encadrée par des institutions robustes, peut constituer un mécanisme d'arbitrage permettant de concilier discipline budgétaire, efficacité allocative et soutenabilité des finances publiques.

Ainsi, le cadre théorique mobilisé dans cette étude postule que l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire est fondamentalement conditionné par la qualité des institutions. Cette hypothèse est particulièrement pertinente pour les pays en développement, où les contraintes institutionnelles peuvent fortement moduler les effets attendus de la décentralisation.

2.2. Décentralisation financière, institutions et performance budgétaire : une revue empirique

La littérature sur les déterminants du déficit budgétaire en Afrique subsaharienne ou dans les pays en développement met en évidence le rôle central des facteurs économiques, institutionnels et politiques. À partir d'un panel de vingt-trois pays, Abanikanda et al. (2023) analysent l'effet combiné de ces facteurs sur le déficit budgétaire en utilisant des techniques économétriques avancées (corrélation spatiale, modèle autorégressif à retard distribué à effets fixes dynamiques et méthode des moindres carrés généralisés). Les résultats indiquent que le revenu par habitant, l'ouverture commerciale, la population et les tensions religieuses amplifient le déficit budgétaire, tandis que la qualité de la bureaucratie, la stabilité gouvernementale, l'ordre public et le rôle de l'armée réduisent son ampleur. D'autres facteurs institutionnels, tels que la lutte contre la corruption et la responsabilité démocratique, présentent des preuves statistiques plus faibles. L'étude démontre également l'existence de relations de cointégration à long terme entre les facteurs économiques et institutionnels et le déficit budgétaire, avec des effets différenciés à court et long terme.

Dans une perspective institutionnelle, Saib (2024) s'appuie sur les théories de North et Acemoglu pour montrer que des institutions bien structurées, transparentes et inclusives sont corrélées à la fois à une croissance économique élevée et à une meilleure discipline budgétaire. Les résultats empiriques issus de différents pays soulignent que le succès économique et budgétaire dépend de la capacité des États à mettre en œuvre des réformes institutionnelles adaptées aux spécificités culturelles et historiques locales.

La littérature sur la décentralisation financière fournit un cadre complémentaire pour analyser les déterminants des déficits budgétaires. Neyapti (2010) montre que la décentralisation des recettes et des dépenses publiques peut réduire les déficits, mais que cet effet est conditionné par la qualité des institutions et le fractionnement ethnolinguistique. Des études antérieures (King & Ma, 2001 ; Neyapti, 2004) indiquent également une relation négative entre la décentralisation des recettes et l'inflation, tandis que Jin et Zou (2002) montrent que la décentralisation des dépenses tend à accroître la taille du gouvernement, alors que la décentralisation des recettes exerce un effet inverse.

Les travaux de l'OCDE apportent également un éclairage important sur les effets de la décentralisation financière et sur la gouvernance multiniveaux. Selon l'OCDE (2019), la décentralisation peut améliorer l'efficacité de l'action publique lorsque les responsabilités, les ressources et les mécanismes de redevabilité sont clairement répartis entre les différents niveaux de gouvernement. Toutefois, une décentralisation insuffisamment encadrée peut accroître les

déséquilibres budgétaires et les difficultés de coordination entre les administrations centrales et locales. L'OCDE souligne ainsi l'importance de la qualité des institutions, de la coordination budgétaire et de l'autonomie financière des collectivités pour assurer une gestion soutenable des finances publiques. Ces enseignements complètent les résultats de Neyapti (2010) et renforcent l'intérêt d'examiner le rôle des institutions dans la relation entre décentralisation financière et déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA.

Cependant, la décentralisation financière peut aggraver les déséquilibres budgétaires si les gouvernements locaux ne sont pas engagés dans une discipline budgétaire stricte. Dans les pays en développement, un contrôle rigoureux des finances locales est nécessaire pour éviter la détérioration des positions budgétaires et pallier le manque de coordination intergouvernementale. Neyapti (2010) observe que la tenue d'élections locales n'affecte pas systématiquement la relation entre décentralisation et déficit, mais Besson et Lavorata (2010) montrent que les dépenses en capital peuvent s'accélérer en période préélectorale, ce qui peut accroître le déficit budgétaire.

Enfin, d'autres travaux complémentaires (Baskaran & Feld, 2013 ; Delgado-Téllez & Pérez, 2020 ; De Mello, 2000 ; Jin & Zou, 2002 ; Neyapti, 2010), confirment que la décentralisation financière exerce un effet significatif sur le déficit budgétaire, mais que cet effet dépend des contextes institutionnels et politiques. Ces contributions fournissent le fondement théorique et empirique pour analyser l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA.

3. Méthodologie de recherche

Cette recherche s'appuie sur les travaux de Neyapti (2010) pour qui la décentralisation financière peut être un outil efficace pour améliorer la discipline budgétaire, à condition que des institutions soient solides.

3.1. Spécification du modèle et données

Cette étude examine les facteurs à l'origine du déficit budgétaire dans l'UEMOA. Conformément au cadre théorique proposé par Neyapti (2010), le modèle général utilisé pour étudier ces déterminants s'exprime comme suit:

$$FD_{it} = \alpha + \beta ECN_{it} + \varphi INS_{it} + \sigma Z_{it} + \varepsilon_{it} \quad \text{(a)}$$

où *i* et *t* désignent le pays *i* au moment *t*. *FD* est le déficit *budgétaire/PIB*, *ECN* désigne la décentralisation financière (*DF*), *INS* sont des variables institution-

nelles et politiques qui sont représentées par l'une des variables suivantes : la présence d'élections locales (*ELOC*), le contrôle de la corruption (*CORUP*) et la stabilité politique (*STAP*), *Z* est la variable de contrôle, représentée par la population (*POP*), l'importance du fractionnement ethnolinguistique (*ETLI*), l'*IDH* (remplacé par l'indice de Gini) et la taille du gouvernement (*TGV*).

Le déficit budgétaire sur le PIB est le rapport du solde budgétaire au produit intérieur brut. Un déficit élevé peut réduire les marges de manœuvre financière de l'État et limiter les ressources disponibles pour le financement des compétences décentralisées. Selon le FMI (2001), le solde budgétaire constitue un indicateur important de la situation financière des administrations publiques.

3.1.1. Définition des variables explicatives

Les variables retenues sont présentées à travers leur définition, leur mesure et leur rôle.

- Les variable d'intérêt : La décentralisation financière des recettes et la décentralisation financière des dépenses.
  - La décentralisation financière (*DF*) comprend deux dimensions : la décentralisation des recettes (*DFrec*) et celle des dépenses (*DFdep*). La première peut réduire le déficit budgétaire en renforçant l'autonomie financière des CL et en limitant leur dépendance aux transferts. À l'inverse, une progression des dépenses supérieure à celle des recettes peut accroître leurs besoins de financement et aggraver le déficit budgétaire (Dedehouanou & Amoussouga, 2015 ; Hounmenou & Degbedji, 2021 ; Nkoudou Bengono et al., 2023).
- Les variables de contrôle : La présence d'élections locales (*ELOC*), le contrôle de la corruption (*CORUP*) ; la stabilité politique (*STAP*) ; la population (*POP*), l'importance du fractionnement ethnolinguistique (*ETLI*), l'*IDH* (remplacé par l'indice de Gini) et la taille du gouvernement (*TGV*), le ratio de l'investissement privé au *PIB* (*INVP*).
  - Les élections locales (*ELOC*) peuvent affecter la situation budgétaire des *CL* en raison de la hausse des dépenses observée en période électorale. La littérature sur les cycles budgétaires électoraux montre que les autorités peuvent augmenter certaines dépenses avant les élections, entraînant une dégradation temporaire du solde budgétaire (Ebeke & Ölcer, 2013). Au niveau local, Bonfatti et Forni (2019) soulignent également une hausse des dépenses d'investissement à l'approche des élections municipales. Le contrôle de la corruption (*CORUP*) améliore la mobilisation des recettes et l'efficacité des dépenses publiques, contribuant ainsi à réduire le déficit budgétaire (Gurara et al., 2017).

- La stabilité politique (*STAP*) favorise une gestion budgétaire plus prévisible et peut contribuer à limiter les déséquilibres des finances publiques (Alesina et al., 1996).
- La population (*POP*) peut influencer le déficit budgétaire à travers la demande de biens et services publics. Une population plus importante peut accroître les besoins en dépenses publiques, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures, et ainsi exercer une pression sur les finances publiques (Alesina et al., 1996).
- L'importance du fractionnement ethnolinguistique (*ETLI*) peut influencer la gestion des finances publiques en favorisant une dispersion des préférences collectives et une concurrence entre groupes pour l'accès aux ressources publiques. Cette fragmentation peut compliquer la coordination des politiques publiques et accroître les pressions sur les dépenses publiques (Alesina et al., 1999).
- L'indice de Gini, utilisé en remplacement de l'*IDH*, mesure le degré d'inégalité dans la répartition des revenus. Une forte inégalité peut accroître les besoins de redistribution et exercer une pression sur les dépenses publiques, ce qui peut affecter le déficit budgétaire (Alesina & Rodrik, 1994).
- La taille du gouvernement (*TGV*) peut influencer le déficit budgétaire à travers le niveau des dépenses publiques. Une taille plus importante peut entraîner une hausse des dépenses et, en l'absence de recettes suffisantes, accroître le déficit budgétaire (Alesina & Perotti, 1995).
- Le ratio de l'investissement privé au PIB (*INVP*) mesure l'importance de l'investissement privé dans l'activité économique. Un niveau élevé d'investissement privé peut contribuer à stimuler la croissance économique et à élargir l'assiette fiscale, influençant ainsi les recettes publiques et le déficit budgétaire (Gurara et al., 2017).

3.1.2. Source des des données et période de l'étude

Les données du *PIB* et de la population proviennent des statistiques financières de la BCEAO, tandis que l'*IDH* et la taille du gouvernement (*TGV*) sont issus de la base *Perspectives Mondes*. Les données sur la corruption et les élections proviennent de *Transparency International et des Commissions Electorales Nationales*. L'étude couvre huit pays sur la période 2003–2022. Les données sur la décentralisation des recettes et des dépenses, indisponibles dans les bases régionales et internationales, ont été collectées à partir des comptes administratifs nationaux. Les sources et méthodes de calcul sont présentées en annexe 1 et la liste des pays en annexe 2.

3.2. Modèle fonctionnel

Le modèle général retenu pour analyser l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire s'écrit comme suit :

$$Def/PIB_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 DF_{it} + \alpha_2 (DF_{it} \cdot I_{ij}) + \alpha_3 TGV_{it} + \alpha_4 PIBT_{it} + \\ + \alpha_5 GNIpc_{ij} + \alpha_6 I_{ij} + \varepsilon_{it} \quad (b)$$

Parce qu'il faudra considérer la décentralisation des recettes d'une part et la décentralisation des dépenses d'autre part, alors les modèles pour estimer le déficit budgétaire sont :
dans le cas de la décentralisation financière des recettes :

$$Def/PIB_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 DFrec_{it} + \alpha_2 (DFrec_{it} \cdot I_{ij}) + \alpha_3 TGV_{it} + \alpha_4 PIBT_{it} + \\ + \alpha_5 GNIpc_{ij} + \alpha_6 I_{ij} + \varepsilon_{it} \quad (c)$$

dans le cas de la décentralisation financière des dépenses :

$$Def/PIB_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 DFdep_{it} + \alpha_2 (DFdep_{it} \cdot I_{ij}) + \\ + \alpha_3 TGV_{it} + \alpha_4 PIBT_{it} + \alpha_5 GNIpc_{ij} + \alpha_6 I_{ij} + \varepsilon_{it} \quad (d)$$

Le tableau 3 présente la liste des indicateurs et les signes attendus.

Tableau 3. Liste des indicateurs retenus et signes attendus

Indicateurs	Initiales	Sines attendus
Décentralisation Financière des recettes (%)	DFrec	-
Décentralisation Financière des dépenses (%)°	DFdep	+
Taille du Pays ou Population (ln)	POP	+
Présence d'élections locales (dichotomique)	ELOC	+
Corruption (indice)	CORRU	+
Stabilité Politique (dichotomique)	STAP	-
Ratio de l'investissement privé au PIB (%)	INVP	-
Indice de Développement Humain (indice)	IDH	-
Taille du Gouvernement (ln)	TGV	+

Source : élaboration propre.

3.3. Méthodes d'estimation

Cette partie présente les résultats des différentes estimations. Nous utilisons d'abord les modèles à effets fixes/aléatoires, puis une analyse d'intégration et de cointégration en panel à l'aide des méthodes *FMOLS* et *DOLS*, afin de tenir compte des propriétés non stationnaires des séries.

4. Résultats et discussions

Cette section présente les outils d'analyse utilisés pour étudier la relation entre décentralisation financière et déficit budgétaire. Elle comprend les statistiques descriptives, les estimations sur panels statiques et celles sur panels dynamiques.

4.1. Statistiques descriptives

Le tableau 4 révèle une variabilité du PIB par tête, de la décentralisation des recettes et des dépenses et de la population, traduisant l'hétérogénéité des pays de l'UEMOA. Les recettes et dépenses s'élèvent en moyenne à 23,617 milliards de FCFA (42,400 millions de $) et 39,391 milliards de FCFA (70,719 millions de $), respectivement. Le déficit budgétaire moyen atteint –2,51% du PIB, avec un maximum de 29,62% au Niger en 2006 et un minimum de –8,9% au Burkina Faso en 2022. Ces écarts témoignent de disparités importantes dans la situation budgétaire des pays de l'UEMOA.

Tableau 4. Statistiques descriptives

Indicateurs	Obs.	Moyenne	Écart-type	V-Min	V-Max
Déficit public (% PIB)	160	–2,511	4,250	–8,900	29,620
PIB par tête (milliard de FCFA)	160	6068,989	5696,955	340,07	29539,93
Décentralisation des recettes(milliard de FCFA)	160	23,617	23,636	0,295	131,51
Décentralisation des dépenses (milliard de FCFA)	160	39,391	41,803	1,431	235,135
Investissement privé(% du PIB)	160	3,241	1,898	0,03	7,5
IDH (indice)	160	0,432	0,064	0,27	0,56
Taille du gouvernement (en milliard de FCFA)	160	6,006	1,031	2,87	8,7
Population (habitant)	160	13 578 146	6 948 613	1 315 653	28 160 542

Source : élaboration propre.

4.2. Méthode des panels statiques

Les résultats du tableau 5 montrent que la décentralisation des recettes produit des effets mitigés sur le déficit budgétaire, mais ceux-ci restent non significatifs dans l'ensemble des huit pays de l'UEMOA (équations c_1 et c_2). En revanche, la décentralisation des dépenses exerce un effet négatif et significatif sur le déficit

budgétaire (équations d_1 et d_2), ce qui rejoint les résultats de Masaki (2018), Sanogo (2018), Caldeira et Rota-Graziosi (2014) et Resnick (2014).

Ce résultat suggère que des dépenses locales productives, orientées vers l'investissement, peuvent contribuer à améliorer la situation budgétaire. Dans la logique de Tiebout (1956), les élus locaux peuvent également être incités à accroître les dépenses publiques afin de répondre aux préférences des populations et renforcer leur soutien électoral, en limitant le risque de *vote avec les pieds*. Toutefois, lorsque cette hausse des dépenses n'est pas accompagnée d'une mobilisation suffisante des recettes propres, elle peut accroître les besoins de financement des collectivités et exercer une pression sur le déficit budgétaire.

Tableau 5. Résultats des estimations modèles à effets fixes/effets aléatoires

Variables	Modèles à effets fixes		Modèles à effets aléatoires	
	c_1	d_1	c_2	d_2
	DEF/PIB	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*
DFrec	2,037		–0,771	
	(2,262)		(1,332)	
POP	–1,934**	4,578	2,117	6,138***
	(0,749)	(9,009)	(1,952)	(1,663)
IDH	1,760	3,729	–13,73	1,270
	(2,543)	(2,417)	(11,62)	(1,0,87)
INVP	–1,212*	–0,698	–1,104**	–1,302***
	(0,633)	(0,592)	(0,500)	(0,477)
TGV	1,347	1,213	3,288*	2,130
	(2,182)	(2,070)	(1,981)	(1,907)
DFdep		–7,322***		–3,901***
		(2,638)		(1,164)
Constant	2,964***	–7,130	–3,381	–9,786***
	(1,130)	(13,47)	(3,307)	(2,671)
Observations	160	160	160	160
R-squared	0,242	0,276		
Nombre de pays	8	8	8	8

Note : Les écarts-types entre parenthèses.
*** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Source : élaboration propre.

Les résultats du tableau 5 montrent également que la taille du gouvernement exerce un effet positif sur le déficit budgétaire (équation c_2) ce qui peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses publiques associée à un secteur public plus important. La population quant à elle présente également un effet positif ou négatif sur le déficit selon les spécifications retenues (équations c_1, c_2,

d_1 et d_2). Ce résultat conforte la théorie du fédéralisme budgétaire de Musgrave (1959) et Oates (1972), pour qui les besoins en biens et services publics peuvent influencer la répartition des compétences entre les différents niveaux de gouvernement. Ainsi, la croissance démographique peut accroître les besoins de dépenses publiques locales et affecter indirectement le déficit budgétaire.

En revanche, les investissements privés au niveau des CL exercent un effet négatif et significatif sur le déficit budgétaire dans les équations c_1, c_2 et d_2. Ces investissements favoriseraient l'activité économique et l'emploi, élargissent l'assiette fiscale et renforcent la mobilisation des ressources locales, contribuant ainsi à réduire le déficit budgétaire.

4.3. Méthode des données de panel non statique

Afin de garantir la robustesse des estimations, la stationnarité des variables est d'abord vérifiée à l'aide de tests de racine unitaire adaptés aux données de panel. Lorsque la dimension temporelle est limitée, le test d'Im, Pesaran et Shin (Im & Pesaran, 2003) est utilisé. En présence de dépendance entre les individus du panel, des tests de deuxième génération sont privilégiés.

L'existence d'une relation de cointégration est ensuite examinée à partir des tests de Pedroni (2004) et de Kao et al. (1999), dont l'hypothèse nulle correspond à l'absence de cointégration.

Pour estimer les relations de long terme entre variables cointégrées, plusieurs méthodes peuvent être mobilisées (FMOLS – *Fully Modified Ordinary Least Squares*, DOLS – *Dynamic Ordinary Least Squares* et GMM – *Generalised Method of Moments*). Dans cette étude, les estimateurs FMOLS et DOLS sont retenus. Bien que le choix du nombre de retards puisse être arbitraire, nous retenons un nombre identique de retards pour l'ensemble des pays afin d'assurer la comparabilité des estimations.

4.3.1. Résultats des tests préliminaires

4.3.1.1. Résultats du test de dépendance transversale (homogénéité)

Le test de Pesaran et al. (2004) permet d'examiner la dépendance transversale entre les unités du panel. Il repose sur la moyenne des coefficients de corrélation par paire des résidus issus des estimations par moindres carrés ordinaires. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau 6.

Les résultats du tableau 6 conduisent au rejet, au seuil de 5%, de l'hypothèse nulle d'indépendance transversale pour les variables retenues. Ils révèlent ainsi

Tableau 6. Présentation du test de dépendance transversale de Pesaran (2004)

Variables	CD-test	*p*-value	Corrélation	Absence de corrélation
Déf/PIB	9,31	0,000	0,419	0,421
DFrec	22,93	0,000	0,969	0,969
DFdep	23,08	0,000	0,975	0,975
POP	23,65	0,000	0,999	0,999
IDH	22,14	0,000	0,936	0,936
INVP	6,47	0,000	0,273	0,273
TGV	–1,700	0,090	–0,072	0,533

Source : élaboration propre.

l'existence d'une dépendance entre les pays de l'échantillon, de sorte qu'un choc affectant un pays de l'UEMOA peut se répercuter sur les autres. Dès lors, des tests de stationnarité de deuxième génération sont privilégiés. Conformément à la littérature, le test de Pesaran (2007) est retenu pour tenir compte de cette dépendance transversale.

4.3.1.2. Résultats du test de stationnarité

Les résultats des tests de stationnarité se présentent dans le tableau 7.

Tableau 7. Résultat du test de stationnarité de 2ème génération de Pesaran (2007)

Variables	*t*-bar	VC (5%)	*Z*(*t*-bar)	*p*-value	I (.)
Déf/PIB	–2,497	–2,340	–2,105	0,018	I (0)
DFrec	–3,520	–2,340	–4,916	0,000	I (1)
DFdep	–2,516	–2,340	–2,158	0,015	I (0)
POP	–2,626	–2,340	–2,459	0,007	I (2)
IDH	–3,703	–2,340	–5,417	0,000	I (0)
INVP	–2,819	–2,340	–2,990	0,001	I (0)
TGV	–2,647	–2,340	–2,518	0,006	I (0)

Source : élaboration propre.

Les résultats des tests de stationnarité de deuxième génération montrent que les variables ne sont pas stationnaires au même niveau (tableau 7). Certaines sont stationnaires en niveau, tandis que d'autres le deviennent après une première ou une deuxième différenciation. Cette hétérogénéité des ordres d'intégration justifie la réalisation de tests complémentaires afin d'identifier les relations de long terme entre les variables.

4.3.1.3. Test d'endogénéité sur les variables

Le tableau 8 présente les résultats du test d'endogénéité de Hausman. Les résultats indiquent que les variables d'interaction entre la décentralisation des dépenses et la variable institutionnelle, représentée par la présence d'élections locales, sont endogènes au déficit budgétaire. Cette endogénéité doit ainsi être prise en compte dans les estimations afin d'obtenir des résultats fiables.

Tableau 8. Test d'endogénéité sur les variables interaction entre décentralisation financière et variables institutionnelles

Variables	d'_1	d'_2
	Déficit budgétaire	Déficit budgétaire
DFdep	–7,397***	–3,901***
	(1,374)	(1,164)
ELOC	–0,388	
	(0,297)	
PIB	6,142***	
	(1,310)	
POP	1,781	6,138***
	(1,567)	(1,663)
IDH	5,237	1,270
	(10,47)	(1,087)
TGV	2,028	2,130
	(1,840)	(1,907)
*DFdep*ELOC*	0,011**	
	(1,415)	
INVP		–1,302***
		(0,477)
Constant	–6,478***	–9,786***
	(2,380)	(2,671)
Observations	160	160
R-squared	0,273	0,202

Note : Les écarts-types entre parenthèses.
*** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Source : élaboration propre.

Nous testons l'hypothèse nulle d'absence de cointégration entre chaque variable explicative et le déficit budgétaire, contre l'hypothèse alternative de cointégration. À cette fin, deux tests sont mobilisés : ceux de Kao (1999) et de Pedroni (1999, 2004), qui permettent d'examiner l'existence d'une relation de long terme entre les variables du panel.

Tableau 9. Résultats du test de cointégration

	Tests statistiques	*p*-value
Test de cointégration selon Kao		
Modified Dickey–Fuller	–9,023	0,0000
Dickey–Fuller	–23,225	0,0000
Augmented Dickey–Fuller	–2,419	0,0078
Unadjusted modified Dickey–Fuller	–11,359	0,0000
Unadjusted Dickey–Fuller	–23,321	0,0000
Test de cointégration selon Pedroni		
Modified Phillips–Perron	2,045	0,0204
Phillips–Perron	–3,946	0,0000
Augmented Dickey–Fuller	–9,067	0,0000

Source : élaboration propre.

À l'issue des résultats du tableau 9, les résultats des tests de cointégration rejettent l'hypothèse nulle d'absence de cointégration. En effet, les spécificités empiriques des variables stationnaires en niveau et en différence première proposent qu'il importe d'estimer le modèle par les méthodes FMOLS ou DOLS.

4.3.2. Résultats d'estimation par les méthodes FMOLS et DOLS

Dans leur ensemble, les résultats obtenus avec ces estimations rejoignent ceux observés à partir des modèles de panel statique, ce qui témoigne d'une certaine robustesse des résultats malgré le changement de méthode d'estimation. En effet, contrairement aux conclusions de Saib (2024), les estimations présentées dans le tableau 10, en l'absence des variables institutionnelles, indiquent que la décentralisation financière des recettes accroît le déficit budgétaire dans les équations c'_1 et c'_2.

À l'inverse, la décentralisation des dépenses contribue à réduire le déficit budgétaire. L'effet positif de la décentralisation des recettes sur le déficit suggère qu'une augmentation des ressources financières des *CL* ne se traduit pas nécessairement par une amélioration du solde budgétaire. En effet, les ressources supplémentaires peuvent être accompagnées d'une progression des dépenses locales, notamment des dépenses de fonctionnement et d'investissement, susceptible de neutraliser les gains liés à l'accroissement des recettes. Ce résultat contraste avec celui de Neyapti (2010), selon lequel la décentralisation financière peut contribuer à réduire le déficit budgétaire lorsque les conditions

institutionnelles nécessaires à son efficacité sont réunies. Dans le contexte de l'UEMOA, ce résultat pourrait ainsi s'expliquer par une autonomie financière encore limitée, une mobilisation insuffisante des recettes propres et des mécanismes de discipline et de contrôle budgétaires perfectibles.

Concernant les variables de contrôle, le PIB exerce un effet positif et significatif sur le déficit budgétaire dans les équation c'_1 et c'_2, avec les estimateurs FMOLS et DOLS. Dans les autres spécifications, son effet reste non significatif, à l'exception de l'équation d''_1 du modèle FMOLS, où le coefficient est négatif et faiblement significatif. Cette hétérogénéité s'explique par le double effet de la croissance économique. Elle peut accroître les recettes publiques, mais également stimuler les dépenses et les investissements publics. L'effet net sur le déficit dépend ainsi de la manière dont les ressources supplémentaires sont mobilisées et utilisées.

La population présente des effets différenciés selon les spécifications. Son coefficient est négatif et significatif dans l'équation e_1 du modèle FMOLS, mais positif et significatif dans les équations c'_1 et c'_2 des modèles FMOLS et DOLS. Cette divergence s'explique par ses effets opposés sur les finances publiques. La croissance démographique peut accroître les recettes fiscales, mais aussi renforcer les besoins en services publics et en infrastructures, avec un effet net dépendant de l'équilibre entre recettes et dépenses.

L'IDH exerce un effet négatif et significatif sur le déficit budgétaire dans les équations c'_1 et c'_2 des modèles FMOLS et DOLS, mais reste non significatif dans les autres spécifications. Ce résultat suggère qu'un niveau plus élevé de développement humain pourrait favoriser une meilleure capacité économique et fiscale et contribuer à réduire le déficit, sous réserve des différences entre les modèles estimés.

Enfin, la taille du gouvernement exerce un effet positif et significatif sur le déficit budgétaire dans les équations e_1, c'_1, e_2 et c'_2, indiquant qu'une expansion des dépenses publiques peut accentuer les déséquilibres budgétaires. Ce résultat confirme les analyses de Jin et Zou (2002) pour qui la décentralisation des dépenses tend à accroître la taille du gouvernement.

En revanche, les résultats du tableau 11 montrent que l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire varie selon sa dimension et la qualité des institutions. Dans l'équation c''_1, le contrôle de la corruption réduit significativement le déficit, tandis que son interaction avec la décentralisation des recettes exerce un effet positif et significatif, indiquant que la qualité du contrôle de la corruption modifie l'effet de la décentralisation des recettes sur le déficit. À l'inverse, la décentralisation des dépenses réduit significativement le déficit dans les équations d'''_1, d'''_2, d'''_3 et d'''_4. Toutefois, son interaction avec le contrôle de la corruption exerce un effet positif et significatif dans l'équation

Tableau 10. Résultats relatifs aux estimations suivant le modèle FMOLS et DOLS

Variables	Modèles FMOLS			Modèles DOLS		
	e_1	c'_1	d''_1	e_2	c'_2	d''_2
	DEF/PIB	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*
PIB	0,275	4,953***	–5,484*	0,362	4,958***	–5,677
	(0,991)	(0,816)	(3,216)	(1,424)	(1,190)	(4,222)
POP	–6,503**	2,025***	6,679	–5,850	2,025***	8,815
	(3,204)	(0,307)	(7,718)	(5,199)	(0,437)	(8,703)
IDH	–2,459	–9,819***	7,932	–4,564	–9,806***	8,388
	(1,497)	(1,243)	(5,217)	(2,144)	(1,789)	(6,850)
TGV	5,369***	5,602***	0,998	0,529***	5,551***	0,319
	(0,509)	(0,605)	(1,874)	(0,551)	(0,654)	(2,051)
DFrec		7,384***			7,348***	
		(0,677)			(0,990)	
DFdep			–1,736***			–1,646***
			(0,404)			(0,512)
Observations	160	160	160	160	160	160
R-squared	0,607	0,537	0,622	0,483	0,486	0,532

Note : Les écarts-types entre parenthèses.
*** $p < 0{,}01$; ** $p < 0{,}05$; * $p < 0{,}1$.

Source : élaboration propre.

d'''_2 suggérant que l'amélioration du contrôle de la corruption peut modifier l'effet de la décentralisation des dépenses sur le déficit. Ces résultats soulignent ainsi l'importance de la qualité institutionnelle dans l'efficacité de la décentralisation financière et rejoint ainsi les conclusions de l'OCDE (2019) pour qui la réussite de la décentralisation et son effet sur le déficit budgétaire dépend de l'efficacité de l'action publique, des mécanismes de redevabilité et des responsabilités clairement répartis entre les différents niveaux de gouvernement. Or dans les pays de l'UEMOA, ces déterminants restent très peu suivis.

Concernant les élections locales, leur effet négatif et significatif sur le déficit dans l'équation c''_2 suggère que la responsabilisation des autorités locales peut favoriser une gestion prudente des ressources publiques. Toutefois, l'absence de significativité de l'interaction entre les élections locales et la décentralisation des recettes indique que le processus électoral, à lui seul, ne modifie pas significativement l'effet des recettes décentralisées sur le déficit. En revanche, la stabilité politique contribue directement à réduire le déficit dans l'équation c''_3 ce qui souligne l'importance d'un environnement institutionnel stable pour la gestion des finances publiques. Le signe positif de son interaction avec la décentralisation des recettes montre cependant que cette stabilité ne garantit

Tableau 11. Résultats effets croisés décentralisation financière et déficit budgétaire (DOLS)

Variables	c''_1	d'''_1	c''_2	d'''_2	c''_3	d'''_3	c''_44	d'''_4
	DEF/PIB	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*
DFrec	2,527**		7,290***		3,959***		7,348***	
	(1,269)		(0,863)		(0,749)		(0,990)	
PIB	4,579*	–0,643	6,005***	–3,821***	5,191***	0,398	4,958***	–4,527***
	(2,385)	(3,152)	(0,931)	(1,373)	(0,828)	(2,311)	(1,190)	(0,930)
POP	4,031**	2,14	1,930***	–1,106**	1,533***	4,552	2,025***	–1,129***
	(1,868)	(1,594)	(0,348)	(0,438)	(0,314)	(6,525)	(0,437)	(0,267)
IDH	–7,713*	3,053	–11,0***	7,60***	–10,58***	–2,510	–9,806***	7,39***
	(4,124)	(3,854)	(3,88)	(2,35)	(1,94)	(3,738)	(1,789)	(1,507)
TGV	6,151***	2,858***	4,904***	2,325***	6,635***	5,339***	5,551***	2,481***
	(1,050)	(0,793)	(0,590)	(0,550)	(0,555)	(0,664)	(0,654)	(0,419)
CORRU	–0,401*	–0,485						
	(0,222)	(0,331)						
*DFrec*CORRU*	1,783***							
	(0,603)							
DFdep		–1,505***		–8,009***		–3,317**		–8,246***
		(0,483)		(0,827)		(1,494)		(0,492)
*DFdep*CORRU*		0,415*						
		(0,231)						
ELOC			–2,343**	–0,694				
			(0,934)	(0,802)				

Variables	c''_1	d'''_1	c''_2	d'''_2	c''_3	d'''_3	c''_44	d'''_4
	DEF/PIB	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*	*DEF/PIB*
*DFrec*ELOC*			0,025					
			(0,125)					
*DFdep*CORRU*				0,562				
				(0,415)				
STAP					–5,551**	2,459*		
					(2,667)	(1,434)		
*DFrec*STAP*					4,320***			
					(1,246)			
*DFdep*CORRU*						3,080		
						(2,504)		
ETLI							0,235	0,865
							(0,25)	(0,802)
*DFrec*ETLI*							0,58	
							(0,502)	
*DFdepc*ETLI*								0,201
								(0,154)
Observations	160	160	160	160	160	160	160	160
R-squared	0,605	0,547	0,647	0,691	0,708	0,628	0,486	0,634

Note : Les écarts-types entre parenthèses.
*** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Source : élaboration propre.

pas, à elle seule, un effet réducteur de la décentralisation sur le déficit. Ainsi, l'efficacité de la décentralisation financière dépend non seulement de l'existence d'institutions stables et de mécanismes de responsabilisation, mais également de leur capacité à encadrer effectivement la mobilisation et l'utilisation des ressources locales.

Enfin, les résultats relatifs au fractionnement ethnolinguistique dans les équations c''_4 et d'''_4 ne révèlent pas d'effet homogène ni statistiquement robuste, y compris pour ses interactions avec la décentralisation financière. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dépend à la fois de sa dimension et du contexte institutionnel de mise en œuvre (Acemoglu et al., 2025 ; North, 1990).

Conclusion et implications de politique

La présente recherche avait pour objectif d'analyser l'effet de la décentralisation financière sur le déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA. La revue de la littérature théorique et empirique a permis de mieux cerner les mécanismes par lesquels la décentralisation peut influencer le déficit budgétaire et de retenir un cadre méthodologique fondé sur les travaux de Neyapti (2010).

En mobilisant les estimateurs FMOLS et DOLS sur la période 2003–2022, les résultats montrent que la décentralisation financière des recettes accroît le déficit budgétaire dans les pays de l'UEMOA. Toutefois, bien que le contrôle de la corruption contribue à réduire le déficit, son interaction avec la décentralisation des recettes est associée à une hausse du déficit. À l'inverse, la décentralisation des dépenses contribue à réduire le déficit budgétaire. Cependant, son interaction avec le contrôle de la corruption et la stabilité politique est associée à une hausse du déficit. Les effets apparaissent en revanche mitigés lorsque la décentralisation des dépenses est associée aux élections locales et au fractionnement ethnolinguistique.

Au regard des résultats obtenus, les États de l'UEMOA devraient renforcer la mobilisation des recettes propres des CL par la digitalisation du recouvrement, la modernisation des fichiers fiscaux, les seuils d'alerte sur le déficit et la veille sur l'endettement. La fixation d'objectifs annuels de mobilisation des recettes, suivis régulièrement par les administrations compétentes doit être de mise avec des effets plus coercitifs. Les transferts de l'État pourraient également être partiellement conditionnés au respect d'indicateurs de performance financière. Par ailleurs, le renforcement des audits, la dématérialisation des procédures financières et la publication des informations budgétaires contribueraient à améliorer

la transparence et à réduire les risques de corruption. Le renforcement des capacités des collectivités en matière de fiscalité, de gestion budgétaire et de dettes devrait permettre de mieux maîtriser les déséquilibres budgétaires et d'améliorer la soutenabilité des finances publiques.

Toutefois, cette étude présente certaines limites liées à l'hétérogénéité des données et à la période d'observation. Les variables proviennent de sources différentes, dont les méthodes de calcul peuvent varier. Par ailleurs, les évolutions récentes de l'UEMOA, notamment le retrait annoncé du Mali, du Niger et du Burkina Faso, sont susceptibles d'affecter les indicateurs macroéconomiques et budgétaires de la sous-région. Enfin, plusieurs chocs, dont la pandémie de COVID-19 et les conflits géopolitiques récents, ont affecté les économies de l'UEMOA et leur gouvernance locale. Mais, ces effets n'ont pas été explicitement intégrés dans le modèle, ce qui constitue une limite de l'étude.

Enfin, les recherches futures pourraient approfondir cette analyse en examinant les effets de la décentralisation financière par pays, afin de mieux tenir compte des spécificités institutionnelles et économiques de chaque État membre. Elles pourraient également intégrer les effets des récents chocs macroéconomiques et institutionnels et analyser davantage le rôle de la décentralisation financière dans la mobilisation des recettes publiques.

Annexe 1. Mode de calcul et source de données

Indicateurs	Initiales	Nature des variables	Mode de calcul	Source
Décentralisation Financière des recettes	DFrec	Quantitatif	Part des recettes propres des entités infranationales (Etats fédérés, provinces, régions, communes, ...) dans les recettes publiques totales	Ministères/Cour Suprême/instituions des différents pays
Décentralisation Financière des dépenses	DFdep	Quantitatif	Part des Dépenses d'investissement des entités infranationales (Etats fédérés, provinces, régions, communes, ...) dans les dépenses publiques totales	Ministères/Cour Suprême/instituions des différents pays
Taille du Pays ou Population	POP	Quantitatif	Le nombre de personnes vivant sur le territoire i au cours d'une année	BCEAO
Fractionnement ethnolinguistique	ETLI	Qualitatif dichotomique	Présence des conflits ethniques armées dans la majorité du Pays (1 si conflit et 0 non)	Rapport PNUD de chaque pays
Présence d'élections locales	ELOC	Qualitatif (dichotomique)	Réalisation des élections locales au niveau du pays (1 si élection et 0 non)	Site des Commissions Electorales
Corruption	CORRU	Quantitatif (indice)	Indice de gouvernnace composite fondé sur la perception	Transparency International
Stabilité Politique	STAP	Qualitatif (dichotomique)	Absence de violence politique/terrorisme au cours d'une année (1 si violence politique/terrorisme et 0 autrement)	Rapports annuels sur le fonctionnement et l'évolution de l'UEMOA''rubrique '' paix et sécurité sociale au sein de l'Union
Investissement privé	INVP	Quantitatif	Ivestissement privé au cours d'une année	BCEAO
Taille du Gouvernement	TGV	Quantitatif	Dépenses totales du gouvernement au cours d'une année	Perspectives Mondes
Indice de Développement Humain	IDH	Quantitatif		Perspectives Mondes

Source : élaboration propre.

Annexe 2. Liste des pays de l'UEMOA

N°	Pays
1	Bénin
2	Burkina Faso
3	Côte d'Ivoire
4	Guinée Bissau
5	Mali
6	Niger
7	Sénégal
8	Togo

Source : élaboration propre.

References

Abanikanda, E. O., Dada, J. T., & Ogunjumo, R. A. (2023). Fiscal deficit in sub-Saharan Africa: A new intuition from the institution and political drivers. *PLoS ONE*, *18*(9), e0291150. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0291150

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2025). Culture, institutions, and social equilibria: A framework. *Journal of Economic Literature*, *63*(2), 637–692. https://doi.org/10.1257/jel.20241680

Alesina, A., Baqir, R., & Easterly, W. (1999). Public goods and ethnic divisions. *Quarterly Journal of Economics*, *114*(4), 1243–1284. https://doi.org/10.1162/003355399556269

Alesina, A., Özler, S., Roubini, N., & Swagel, P. (1996). Political instability and economic growth. *Journal of Economic Growth*, *1*(2), 189–211. https://doi.org/10.1007/BF00138862

Alesina, A., & Perotti, R. (1995). Fiscal expansions and fiscal adjustments in OECD countries. *Economic Policy*, *10*(21), 205–248. https://doi.org/10.2307/1344590

Alesina, A., & Rodrik, D. (1994). Distributive politics and economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, *109*(2), 465–490. https://doi.org/10.2307/2118470

Baskaran, T., & Feld, L. P. (2013). Fiscal decentralization and economic growth in OECD countries: Is there a relationship? *Public Finance Review*, *41*(4), 421–445. https://doi.org/10.1177/1091142112463726

BCEAO. (2024, Décembre). *Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA*. https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-sur-la-politique-monetaire-dans-lumoa-decembre-2024

Besson, M., & Lavorata, L. (2010). Impact de la crise économique sur le management commercial: Une étude exploratoire auprès de conseillers bancaires. *Revue Management et Avenir*, (1), 304–320. https://doi.org/10.3917/mav.031.0304

Bonfatti, A., & Forni, L. (2019). Fiscal rules to tame the political budget cycle: Evidence from Italian municipalities. *European Journal of Political Economy*, *60*, 101800. https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2019.06.001

Caldeira, É., & Rota-Graziosi, G. (2014). La décentralisation dans les pays en développement: Une revue de la littérature. *Revue d'Économie du Développement*, *22*(4), 5–37. https://doi.org/10.3917/edd.284.0005

Dedehouanou, G. M. A., & Amoussouga, F. G. (2015). Essai sur la décentralisation financière et l'accès aux services sociaux de base au Bénin. *Revue d'Analyse des Politiques Economiques et Financières*, *1*(1), 7–40.

Delgado-Téllez, M., & Pérez, J. J. (2020). Institutional and economic determinants of regional public debt in Spain. *Public Finance Review*, *48*(2), 212–249.

De Mello, L. R., Jr. (2000). Fiscal decentralization and intergovernmental fiscal relations: A cross-country analysis. *World Development*, *28*(2), 365–380.

Ebeke, C. H., & Ölcer, D. (2013). *Fiscal policy over the election cycle in low-income countries*. IMF Working Paper, 153. https://doi.org/10.5089/9781475588514.001

Faguet, J. P. (2004). Does decentralization increase government responsiveness to local needs?: Evidence from Bolivia. *Journal of Public Economics*, *88*(3–4), 867–893. https://doi.org/10.1016/S0047-2727(02)00185-8

FMI. (2001). *Government finance statistics manual 2001*. https://doi.org/10.5089/9781589060616.069

FMI. (2017). *Investment and growth in developing economies*. International Monetary Fund.

Gurara, D., Klyuev, V., Mwase, N., Presbitero, A. F., & Bannister, G. J. (2017). *Trends and challenges in infrastructure investment in low-income developing countries*. IMF Working Paper, 233. https://doi.org/10.5089/9781484324837.001.A001

Hounmenou, B. G., & Degbedji, F. D. (2021). Impact of own resources on municipalities' investments expenditures in Benin. *International Journal of Development Issues*, *20*(3), 393–416.

Im, K. S., & Pesaran, M. H. (2003). *On the panel unit root tests using nonlinear instrumental variables*. https://doi.org/10.17863/CAM.5079

Jin, J., & Zou, H. F. (2002). How does fiscal decentralization affect aggregate, national, and subnational government size? *Journal of Urban Economics*, *52*(2), 270–293.

Kao, C., Chiang, M. H., & Chen, B. (1999). International R&D spillovers: An application of estimation and inference in panel cointegration. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, *61*(S1), 691–709.

King, D., & Ma, Y. (2001). Fiscal decentralization, central bank independence, and inflation. *Economics Letters*, *72*(1), 95–98.

Masaki, T. (2018). The impact of intergovernmental transfers on local revenue generation in sub-Saharan Africa: Evidence from Tanzania. *World Development*, *106*, 173–186. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.01.026

Musgrave, R. (1959). *The theory of public finance: A study in public economy*. McGraw Hill.

Neyapti, B. (2004). Décentralisation fiscale, indépendance de la banque centrale et inflation: Une étude de panel. *Economics Letters*, *82*(2), 227–230.

Neyapti, B. (2010). Fiscal decentralization and deficits: International evidence. *European Journal of Political Economy*, *26*(2), 155–166. https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2010.01.001

Nkoudou Bengono, J. R., Ngah, B. E., & Onana, S. P. (2023). Effets des transferts intergouvernementaux sur la mobilisation des recettes publiques locales: Cas des communes camerounaises. *Région et Développement*, 58, 83–101. https://regionetdeveloppement.univ-tln.fr/wp-content/uploads/5-Onana.pdf?utm_source=chatgpt.com

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.

Oates W. E. (1972). *Fiscal federalism*. Harcourt, Brace, Jovanovich.

Oates, W. E. (1999). An essay on fiscal federalism. *Journal of Economic Literature*, *37*(3), 1120–1149.

OCDE. (2019). *Making decentralisation work: A handbook for policy-makers*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/g2g9faa7-en

Pedroni, P. (2004). Panel cointegration: Asymptotic and finite sample properties of pooled time series tests with an application to the PPP hypothesis. *Econometric Theory*, *20*(3), 597–625.

Pesaran, M. H. (2007). Un test simple de racine unitaire de panel en présence de dépendance transversale. *Journal of Applied Econometrics*, *22*(2), 265–312.

Pesaran, M. H., Schuermann, T., & Weiner, S. M. (2004). Modeling regional interdependencies using a global error-correcting macroeconometric model. *Journal of Business & Economic Statistics*, *22*(2), 129–162.

Resnick, D. (2014). Strategies of subversion in vertically-divided contexts: Decentralisation and urban service delivery in Senegal. *Development Policy Review*, *32*(s1), s61–s80. https://doi.org/10.1111/dpr.12069

Saib, M. (2024). *Les institutions et le développement economique entre North et Acemoglu: Étude analytique* [doctoral dissertation]. Université Mustapha Stambouli.

Sanogo, T. (2018). *Politique budgétaire et développement inclusif: Quelle contribution de la décentralisation en Côte d'Ivoire?* [doctoral dissertation]. Université Clermont Auvergne.

Tiebout, C. M. (1956). A pure theory of local expenditures. *Journal of Political Economy*, *64*, 416–424. https://doi.org/10.1086/257839

Wagner, A. (1883). *Finanzwissenschaft, Part 1*. C. F. Winter.